

## Le gouvernement Macron fait la fête pour sa première année Et pendant ce temps-là, la grève des cheminots se poursuit Pages 2 et 3

# MASSACRE EN PALESTINE !

**L'armée israélienne  
tire sur les manifestants  
(enfants, adultes, vieillards) Page 16**



Communiqué du secrétariat permanent  
du Parti ouvrier indépendant

**Le POI condamne  
le massacre du peuple palestinien  
organisé par le gouvernement israélien  
avec le soutien de l'impérialisme**

Deux mille quatre cents blessés, 55 morts, autant entre la vie et la mort, des hommes, des femmes, des enfants, voilà le résultat provisoire du massacre organisé par l'armée israélienne ce lundi 14 mai 2018.

Répression farouche contre des manifestants venus exiger la levée du blocus, le droit au retour dans leurs villes et leurs villages. Le gouvernement israélien s'appuyant sur ses alliés, les États-Unis (mais aussi le gouvernement français), s'est senti libre d'organiser un massacre, ordonnant à l'armée de gazer et de tirer sur une foule de familles palestiniennes venue manifester pacifiquement.

Soutien indéfectible au peuple palestinien, soutien aux manifestations immédiates qui ont eu lieu en Galilée au soir du massacre, soutien à la manifestation organisée ce mardi 15 mai à Tel Aviv.

Soutien à l'appel à la grève générale dans les territoires palestiniens incluant les territoires de 1948 pour ce mardi 15 mai.

Indignation au moment où Donald Trump se félicitait ce 14 mai de l'inauguration de son ambassade américaine à Jérusalem, au moment même où hommes, femmes et enfants et travailleurs palestiniens étaient assassinés par l'armée israélienne.

Indignation face aux déclarations d'Emmanuel Macron, valet de Trump, qui ne voit dans ce massacre que « des violences ».

Emmanuel Macron fait partie au premier « chef » de ceux qui ont engagé la France sous la tutelle de Trump dans une politique de guerre au Moyen-Orient qui a permis ce massacre perpétré par le gouvernement israélien.

Depuis quarante ans, les « plans de paix » organisés par les institutions de l'impérialisme n'ont conduit qu'au massacre du peuple palestinien.

Le Parti ouvrier indépendant condamne sans réserve cette tuerie et soutient le peuple palestinien dans sa résistance, sa détermination pour la liberté, la souveraineté, la terre et le droit au retour.

**Le secrétariat permanent du POI  
Le 15 mai 2018**



Lors de l'assemblée générale de cheminots de la Gare de Lyon, le 14 mai.

Correspondant

## Toujours là !

Macron et ses ministres ont beau répéter sur tous les tons, les uns après les autres, qu'ils ne reviendront pas sur leur réforme destructrice, rien n'y fait. Jour après jour, les cheminots sont toujours là, unis, déterminés, malgré certaines initiatives (et aussi absences d'initiatives) qui ont soulevé et qui continuent de soulever parmi eux des interrogations très légitimes. Une chose est sûre : la fin du statut, la transformation de la SNCF en société anonyme (prélude à la privatisation), l'ouverture à la concurrence, toutes ces mesures regroupées dans le « pacte ferroviaire » gouvernemental, les cheminots n'en veulent pas, ils n'en démordent pas, c'est aussi simple que cela. Cette volonté, les cheminots l'expriment par la grève, c'est-à-dire de la seule manière qui puisse faire plier le gouvernement. C'est aussi pour cela que, aux yeux de tous les travailleurs, le mouvement des cheminots a une si grande signification ; ils savent que le gouvernement voudrait bien dans la foulée s'attaquer à toute la fonction publique et démanteler tous les régimes de retraites.

Y. L. ■

Malgré toutes les manœuvres,

# Le 14 mai, les cheminots à nouveau massivement en grève

Au dix-huitième jour de grève depuis le 3 avril, les cheminots des centres ferroviaires de tout le pays ont parlé. Le résultat est sans appel.

Avec nos correspondants

**75%** de grévistes chez les conducteurs et les contrôleurs, 37 % chez les aiguilleurs, 32 % chez les agents du matériel, 29 % chez ceux du réseau et chez les commerciaux. Même chez les cadres, le taux atteint 10 % nationalement. C'est à se demander comment la direction de la SNCF ne compte, au total, que 28 % de grévistes ! Aveuglement, provocation ? Et le P-DG de la SNCF, Guillaume Pépy, de déclarer le lendemain sur France Info : « On est loin du succès sur la journée d'hier. » Pas sûr que ça convainque les cheminots de lâcher prise ! La grève est très importante, c'est une évidence. Même le journal financier *Les Échos*, après avoir

écrit depuis des jours, comme la plupart des médias, que la grève « s'essouffle », est obligé de constater plus lucidement ce 15 mai : « *Le mouvement de grogne des cheminots n'a pas dit son dernier mot.* » « Grogne » ? Le mot est faible.

### « EN RIEN UN BAROUD D'HONNEUR »

Les assemblées générales se sont notablement renforcées et il y a aussi de plus en plus de monde dans les piquets de grève, mis en place dès 4 heures du matin.

On a compté, par exemple, 130 cheminots à l'AG de Paris-Saint-Lazare, 300 à celle de Paris-Gare-de-Lyon, 110 à celle d'Achères, 101 à celle de Mantes (Yvelines), 120 à celle de Saintes (Charente-Maritime)... La reconduction de la grève pour le 18 mai a été partout votée à la quasi-unanimité.

Le responsable CGT de Paris-Saint-Lazare, en ouvrant la discussion de l'AG du 14 mai, déclare : « *Contrairement à ce que certains attendaient, le taux de grévistes de cette journée sans cheminot est un succès, qui montre la détermination des cheminots pour le retrait du pacte ferroviaire du gouvernement et n'est en rien un baroud d'honneur.* »

### « UN TREMPLIN POUR LA SUITE »

Son camarade de Clermont-Ferrand s'adresse à ses syndiqués : « *Bravo ! Bravo à tous les cheminots qui ont participé à la journée d'action d'hier sur Clermont-Ferrand. Au moins 300 camarades cheminots, étudiants et de l'interpro ont investi la gare et se sont appropriés les lieux. Médias, gouvernement et direction sont bien obligés d'admettre que la mobilisation reste très forte (troisième taux le plus fort depuis le 3 avril) ! Cette journée sera un tremplin de cette lutte. Elle doit être un tremplin pour la suite. La prochaine séquence et les suivantes devront être encore très fortes, nous n'avons pas le choix pour les faire plier.* »

La note interne de la SNCF, qui a fuit dans le journal *Le Parisien*, le 13 mai, est bien sûr commentée. Cette note indique que, dans une réunion de travail avec le gouvernement, la direction de la SNCF

a demandé que les entités responsables des trains et des voies ne soient pas déclarées « incessibles » dans le projet de loi en discussion (il arrive au Sénat à partir du 23 mai), c'est-à-dire qu'elles puissent être privatisées ! La direction demande aussi la filialisation des gares, celle des TER. Le gouvernement a démenti dans les heures qui ont suivi. Mais personne n'est dupe...

### « LE STATUT, NOUS N'AVONS PAS LE DROIT DE LE PERDRE »

Dans l'AG de Montpellier, le représentant de l'Unsa se réjouit que « *le mouvement ne s'éteint pas* » et que les organisations syndicales soient toujours « *main dans la main* ». Revenant sur l'article du *Parisien*, il en tire comme conclusion que « *l'objectif premier du mouvement est le retrait de cette réforme* ».

Pour préparer la journée du 14 mai, les syndicats CGT, Unsa, SUD, CFDT et FO de Picardie s'étaient ensemble adressés aux cheminots : « *Personne ne veut travailler pour la concurrence ! Aucun d'entre nous n'est à vendre ! Nos anciens ont gagné le statut, nous n'avons pas le droit de le perdre ! Nos enfants ont droit à des statuts, des protections collectives : nous n'avons pas le droit de les en priver !* »

À Tours-Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire), près de 500 cheminots ont manifesté dans l'unité, avec des prises de parole des cinq syndicats (CGT, SUD, FO, CFDT, Unsa). Un barbecue est organisé à la fin. La vot' action a lieu (consultation décidée par l'intersyndicale nationale, se déroulant à partir du 14). « *Ça vote. Même si personne n'en parle vraiment* », relève notre correspondant.

« *C'est symbolique, ça montrera au moins à Pépy que les cheminots sont contre la réforme* », dit un cheminot dans l'AG de Montpellier. « *Bon, si ça peut nous aider, pourquoi pas* », dit une autre, à l'AG de Saint-Lazare. « *Ça peut permettre de discuter avec les collègues pour préparer la suite de la grève...* » dit encore un autre, ajoutant : « *De toute façon, le vrai référendum, il a eu lieu aujourd'hui, dans la grève.* »

## Duettistes...

Le 14 mai au matin, le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, déclare sur Cnews : « *Je demande à ce que le gouvernement dise très clairement qu'il n'y aura pas de cessibilité de quelque filière que ce soit à la SNCF.* »

Réponse immédiate de la ministre des Transports, Elisabeth Borne : « *Nous le confirmerons lors du débat au Sénat.* » Le rapporteur LREM du projet de loi confirme sur RMC : « *Le gouvernement portera, je pense, un amendement au Sénat.* »

Le Premier ministre, dans une interview au journal *Le Monde* (daté du 16 mai) ajoute : « *J'ai exprimé aux organisations syndicales ma fermeté sur certains sujets : l'ouverture à la concurrence, la transformation de l'entreprise et la fin du recrutement au statut. Nous ne reviendrons pas dessus. Après, nous pouvons discuter pour améliorer le texte avant son examen au Sénat.* »

## Des « réformes qui pourraient embraser l'an II de la présidence Macron » (L'Obs)

L'hebdomadaire *L'Obs*, début mai, dresse la suite du programme gouvernemental : « Emmanuel Macron est au pouvoir depuis un an. Ses ambitions pour les douze prochains mois devraient de nouveau enflammer le débat public... et la rue. »

### « Big bang » sur les retraites

« Attention secousses, avertit *L'Obs*. Le haut-commissaire Jean-Paul Delevoye travaille à remettre à plat les 37 systèmes de retraites français, pour une réforme « éminemment politique » censée être adoptée d'ici à l'été 2019. Dans le collimateur : tous les régimes spéciaux, notamment ceux des fonctionnaires. » En réalité, tout le monde est concerné, du public comme du privé, puisqu'est envisagé un régime par points, cumulables individuellement tout

au long de la carrière. Une mise à bas complète de tout le système de solidarité mis en place à partir de 1945.

Et l'hebdomadaire de rappeler : « La réforme des retraites devrait être débattue au Parlement au cours du premier semestre 2019 », a néanmoins rappelé Jean-Paul Delevoye, pour qui « le calendrier de cette réforme nous permet de profiter de toute l'année 2018 pour discuter, dialoguer. »

### Plan de départs dans la fonction publique

« Début février, rappelle *L'Obs*, Gérard Darmanin et Édouard Philippe annonçaient un vaste plan de départs volontaires dans la fonction publique, dans le cadre de l'objectif présidentiel de suppression de 120 000 postes (...). L'exécutif souhaite étendre « largement » le recours aux contractuels ne bénéficiant pas de l'emploi à vie et développer davantage la

rémunération au « mérite ». Outre ces deux dossiers traditionnellement sensibles, la discussion doit également porter sur deux autres chantiers délicats : la simplification des instances représentatives du personnel et l'accompagnement des départs ou des reconversions dans la fonction publique » (lire également page 6).

### Réforme constitutionnelle

Selon *L'Obs*, c'est « peut-être la principale difficulté politique de cette seconde année : pour modifier la Constitution,

Emmanuel Macron devra non seulement convaincre mais surtout réunir 60 % des suffrages des parlementaires réunis en Congrès. Et la droite, majoritaire au Sénat, entend déjà lui mettre des bâtons dans les roues. »

Réduction du droit d'amendement et du nombre de parlementaires, limitation du nombre de mandats consécutifs, y compris pour les maires des communes de plus de 9 000 habitants, institution d'un pouvoir de dérogation permanente à la législation accordé aux collectivités territoriales...

« Où en sera l'exécutif dans huit-neuf mois, je n'en sais rien. »

Roger Karoutchi

Déjà, le sénateur LR Roger Karoutchi avertit (11 mai, Public Sénat) : « Je vous dis aujourd'hui : il n'y a pas de Congrès possible. Si le gouvernement reste sur sa

ligne, c'est même pas la peine qu'il y aille. » Quant à un référendum, « si le gouvernement veut (y) aller, bonne chance », a ironisé Roger Karoutchi. « Le référendum ne pourrait pas avoir lieu avant début 2019. Où en sera l'exécutif dans huit-neuf mois, je n'en sais rien, mais comme on sait qu'en plus au référendum les gens ne répondent pas forcément à la question et convergent, tous ceux pas d'accord sur la hausse de la CSG, les retraités, la fiscalité diront non, et si Macron perd son référendum, le quinquennat est fini », a-t-il assené.

### Réforme de la justice

« Le projet de loi de réforme de la justice, porté par la garde des Sceaux, Nicole Belloubet, a été présenté en Conseil des ministres le 20 avril », rappelle *L'Obs*. Parmi les mesures qu'il contient : la fusion entre les tribunaux d'instance et de grande instance. « Avocats et magistrats ont déjà conduit plusieurs journées de protestation, dont des journées « justice morte » : pour l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), cette fusion conduirait en effet à la suppression de plus de 300 tribunaux d'instance, vus comme des lieux de « justice de proximité. »

### Prélèvement à la source

« Elle est donc cette fois en route : la retenue à la source va devenir « une réalité » dès le 1<sup>er</sup> janvier 2019, et le taux de prélèvement de 37 millions de foyers fiscaux sera calculé, chaque mois, sur la base de leur revenu de référence. Reste à savoir comment les Français encaisseront le choc psychologique de voir leur fiche de paie amputée chaque mois », avertit *L'Obs*.

### ÉDITORIAL

## La tâche de l'heure

Aminda Huille,  
membre du bureau national du POI

En ce lundi 14 mai, toutes les informations qui remontent du terrain indiquent une grève massive à la SNCF, à l'appel de toutes les fédérations syndicales de cheminots, pour la dix-huitième journée du calendrier de grèves intermittentes.

Grève massive, cheminots déterminés, et ce en dépit de tous les menaces, manœuvres et provocations du gouvernement, malgré la honteuse campagne anti-cheminots des médias officiels, et les obstacles nombreux rencontrés pour unifier leur action pour le retrait du pacte ferroviaire.

La grève des cheminots est aujourd'hui l'expression la plus élevée du profond mouvement de résistance qui mûrit dans tout le pays et cherche sa voie pour bloquer la politique réactionnaire du gouvernement Macron au seul service du capital financier ; elle a d'ores et déjà marqué toute la situation politique dans le pays. Toutes les questions soulevées par cette grève sont au cœur de l'attention, de la réflexion, des travailleurs, des militants, dans tous les secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse : que manque-t-il pour gagner à la SNCF ? Comment stopper l'offensive à marche forcée de Macron et de son gouvernement pour liquider l'ensemble des conquêtes sociales ?... Toutes ces questions sont au cœur des discussions qui se mènent entre militants de tous horizons dans les comités de résistance et de reconquête, dont notre journal *Informations ouvrières* se fait l'écho chaque semaine. Permettre d'organiser ces échanges, et à travers eux, conforter les liens tissés entre militants pour discuter des obstacles et des points d'appui, en tirer toutes les leçons politiques : c'est l'objectif que se fixent les comités de résistance et de reconquête, engagés dans la préparation de la réunion nationale du 23 juin. Développer et élargir ces comités, et ainsi contribuer à dégager et réunir les conditions du combat d'ensemble pour défaire Macron et sa politique : c'est bien la tâche de l'heure.

## La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, convoquée chez le juge

### Trait libre



Muriel Pénicaud, ministre en charge des ordonnances contre le Code du travail, est rattrapée par son passé. Elle est convoquée, le 22 mai, en tant que témoin assisté chez un juge d'instruction, dans le cadre de l'enquête sur le déplacement controversé d'Emmanuel Macron à Las Vegas en 2016, qu'elle a organisé lorsqu'elle dirigeait Business France.

Ce coûteux voyage d'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie qui cachait de moins en moins ses ambitions présidentielles, est depuis plus d'un an au cœur d'une enquête pour des soupçons de favoritisme chez Business France, agence de promotion de l'économie française à l'étranger dont Muriel Pénicaud était directrice générale.

« J'ai un rendez-vous secret avec Fouks, cela ne doit pas figurer à mon agenda et cela ne doit pas se savoir. »

Muriel Pénicaud

Cet organisme public avait confié à Havas la quasi-totalité des prestations, sans passer par un appel d'offres, en infraction avec le Code des marchés publics.

Les enquêteurs cherchent à déterminer si la ministre a pu être informée en amont de ces éventuels dysfonctionnements, ce qu'elle a toujours nié. *Le Canard enchaîné* affirme que les enquêteurs disposent de nombreux courriels témoignant des contacts étroits entre Muriel Pénicaud et Stéphane Fouks, le vice-président d'Havas. Selon l'hebdomadaire, Muriel Pénicaud écrivait à son assistante le 4 juin 2015, peu avant l'obtention par Havas d'un important marché lancé par Business France : « J'ai un rendez-vous secret avec Fouks, cela ne doit pas figurer à mon agenda et cela ne doit pas se savoir. »

Chaque semaine  
lisez  
**Informations  
ouvrières !**  
Abonnez-vous  
dès maintenant !

Tout l'été,  
ne manquez pas  
un numéro !  
Abonnez-vous !